

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 02/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANOFI WINTHROP INDUSTRIE

23 Boulevard Chambaud de la Bruyère
ZAC Porte Ampère
69007 Lyon

Références : UDR-SSDAS-25-336-AJ
Code AIOT : 0006107855

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté 23 Boulevard Chambaud de la Bruyère ZAC Porte Ampère 69007 Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
- 23 Boulevard Chambaud de la Bruyère ZAC Porte Ampère 69007 Lyon
- Code AIOT : 0006107855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de SANOFI Lyon Gerland est un site de bioproduction. Il est spécialisé dans la production de produits pharmaceutiques dans le domaine de l'immunothérapie (fabrication de thymoglobuline) et de la thérapie génique (fabrication de lots cliniques - vecteurs viraux). Le site emploie 370 collaborateurs.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/07/2025, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie – Suivi inspection précédente	Arrêté Préfectoral du 16/03/2016, article Article 8.4.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Marque de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 et 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Risques OGM	Arrêté Ministériel du 02/06/1998, article 10.8	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/03/2016, article 8.3.2	Sans objet
6	Inspection et requalification périodique des chaudières	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	ESP – Visite terrain (marquage)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En premier lieu, l'Inspection rappelle qu'il appartient à l'exploitant de s'assurer de la bonne réception, de la prise de connaissance et de la mise en œuvre des conclusions des rapports d'inspection.

Ensuite, les constats de l'inspection amène les demandes d'actions correctives suivantes :

- l'exploitant doit transmettre la liste des équipements sous pression qui présente plusieurs manquements.
- l'exploitant n'a pas réalisé les mesures à mettre en œuvre pour faire cesser la fuite de fluide frigorigène ou pour mettre à l'arrêt l'équipement PEM120 dans le délai réglementaire de 4 jours ouvrés, constituant ainsi une infraction à la réglementation applicable aux fluides frigorigènes contenus dans des équipements thermodynamiques. En outre, l'équipement était en fonctionnement lors de l'inspection malgré la présence de vignette rouge marquant le défaut d'étanchéité.

Enfin, l'exploitant a indiqué la présence de micro-organismes naturels pathogènes au sein de son installation, pour lesquels il doit se positionner au titre de la rubrique 2681 de la réglementation ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 2681 : Micro-organismes naturels pathogènes (Mise en œuvre dans des installations de production industrielle)
Constats : L'inspection a constaté sur plusieurs sites l'utilisation de micro-organismes naturels pathogènes dans le cadre du contrôle qualité des produits finis sans demande d'autorisation ICPE au titre de la rubrique 2681. En conséquence, l'inspection réalise une campagne d'investigation visant déterminer les exploitants susceptibles d'être soumis à cette rubrique, en particulier dans l'industrie de la santé. A ce titre, l'exploitant a indiqué lors de l'inspection la présence de micro-organismes naturels pathogènes au sein de son installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre dans un délai de 2 mois la liste des micro-organismes naturels

pathogènes présents ou susceptibles d'être présents au sein de son installation ainsi qu'une note explicative détaillée présentant son positionnement au regard de la rubrique 2681. Cette note devra décrire précisément l'ensemble des activités du site dans lesquelles sont mis en œuvre des micro-organismes naturels pathogènes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie – Suivi inspection précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2016, article Article 8.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. À cet effet, l'établissement dispose d'un bassin de confinement étanche de 2200 m³.

La vidange du bassin de fait par pompage. L'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir reçu le dernier rapport d'inspection n°UDR-SSDAS-25-2-AJ en amont de l'inspection, pourtant transmis à Madame CATTEAU responsable HSES en date du 16/12/2024. Le rapport a de nouveau été transmis à l'exploitant le 16/10/2025. L'exploitant a indiqué être en cours de préparation des éléments demandés précédemment.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant les éléments demandés précédemment et demande de transmettre l'ensemble des éléments dans un délai court :

- prendre en compte les volumes d'eau liés aux intempéries dans le calcul du volume total théorique à mettre en rétention en prenant en compte une période de retour de 30 ans ;
- réaliser un test permettant de justifier du bon fonctionnement des dispositifs de confinement ;
- clarifier le cheminement des eaux depuis l'EPR517 et les différents points d'interrogation présents sur le plan LYG0-C-1005_A0 rev.3, et corriger les photos présentées aux étapes 6 et 7 du plan de maintenance de la vanne EPR 056.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Risques OGM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/06/1998, article 10.8

Thème(s) : Autre, Contrôle périodique PSM

Prescription contrôlée :

Les postes de sécurité microbiologique doivent être contrôlés tous les ans. [...]
Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant conserve les rapports de contrôles des PSM sur l'application numérique Kneat. L'inspection a constaté en salle que le dernier rapport de contrôle du PSM n°BSC-25061 était « Conforme ». L'inspection a constaté lors de l'inspection sur site la mise à l'arrêt de ce PSM ainsi que la présence d'un affichage signalant de ne pas utiliser cet équipement depuis le 15 septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les conclusions du dernier rapport et du prochain rapport du PSM n°BSC-25061 avant toute utilisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2016, article 8.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien périodique

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.
Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre 11 de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de contrôles périodiques des bâtiments LYG1, LYG2, LYG3, LYG4 et LYG9. L'ensemble des rapports présentent la même non conformité concernant les conditions de mise Hors Tension en Basse Tension en raison de la mise en place d'un nouveau point de vérification depuis 2025. Le bureau de contrôle demande à l'exploitant d'organiser la planification d'une intervention complémentaire permettant la mise hors tension totale de leur installation électrique afin de finaliser la vérification par la réalisation des essais et des mesures nécessaires pour évaluer la sécurité des personnes.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir préparé la planification de cette intervention complémentaire pour le mois d'août 2026. Une étude portant sur les tests d'arrêt d'urgence est programmée avec une réception du livrable prévue en mars/avril 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport de l'étude sur les tests d'arrêt d'urgence ainsi que les rapports du prochain contrôle périodique à l'issue de l'intervention complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Liste des ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de la liste des ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/17, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse de la liste des équipements sous pression appelle de la part de l'Inspection les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la colonne régime de surveillance est manquante, cette dernière doit préciser l'un des cas suivants (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> chapitre I de l'AM du 20/11/2017 (= suivi sans plan d'inspection), chapitre II de l'AM du 20/11/2017 (= suivi avec plan d'inspection), et dans ce cas préciser la référence du plan d'inspection avec l'indice de révision, pour les équipements sous pression (récipients, générateurs de vapeur) munis en service normal de dispositifs d'isolation thermique selon le guide AQUAP 2005/01 rév. 04, la référence du plan de contrôle avec l'indice de révision ; les équipements faisant l'objet d'une maintenance assurée par la société Cofely, notamment les chaudières, sont absents la liste des ESP ; certaines équipements également soumis à l'arrêté du 20/11/2017 sont absents de la liste, notamment l'autoclave AUTO30DE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra à l'Inspection dans un délai de 2 mois une liste des équipements sous pression conforme aux prescriptions de l'article 6-III de l'arrêté du 20/11/2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Inspection et requalification périodique des chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des inspections et des requalifications périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois.</p> <p>Pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté (i) la requalification périodique des 2 chaudières n°104937 et n°104938 resp. le 03/08/2018 et le 24/07/2018 dans leur dossier d'exploitation en salle, (ii) leur dernière inspection périodique en 2025.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : ESP – Visite terrain (marquage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des marquages (identité et marque de requalification périodique)
Prescription contrôlée : L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
Constats : L'inspection a contrôlé le marquage difficilement visible de la requalification périodique des 2 chaudières n°104937 et n°104938 resp. le 03/08/2018 et le 24/07/2018.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à la bonne visibilité des prochains marquages de requalification périodique prévus en 2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Marque de contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 et 7
Thème(s) : Risques chroniques, Marque de contrôle à apposer
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 6 : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène. Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 7 : Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre

supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

L'inspection a procédé à une vérification par sondage sur site du système frigorifique PM120 assurant le fonctionnement de la chambre froide n°2.2097. Cet équipement était renseigné à l'arrêt dans la liste des équipements sous pression avec une remise en service prévue en janvier 2026. L'inspection a constaté dans un premier temps que la chambre froide n°2.2097 était en fonctionnement lors de l'inspection. Dans un deuxième temps, l'inspection a constaté que le système frigorifique PM120 était en fonctionnement malgré des marques de contrôle d'étanchéité rouge signalant un défaut d'étanchéité.

A la suite de ce constat, l'exploitant a indiqué que l'opérateur avait réparé l'équipement dans la semaine sans que la vignette ne soit remplacée et que le cerfa ne lui soit transmis. L'exploitant a néanmoins affirmé que les 2 circuits étaient désormais réparés et étanches. L'inspection a alors demandé à l'exploitant de lui transmettre les justificatifs dans les plus brefs délais.

Le 19/11/2025, l'exploitant a transmis des éléments qui indiquent que le jour de l'inspection l'équipement PEM120 était fuyard et que la fuite a été constatée le 10 novembre puis réparée le 18 novembre soit pendant une durée de 6 jours ouvrés entre sa détection et sa réparation. L'inspection constate ainsi que le délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité est dépassé tel que requis par l'article 7 pour soit faire cesser la fuite, soit mettre à l'arrêt et vidanger l'équipement, constituant ainsi une infraction à la réglementation applicable aux fluides frigorigènes contenus dans des équipements thermodynamiques.

L'inspection constate également que les informations fournies par l'exploitant lors de l'inspection ne correspondait pas à la situation et que contrairement aux propos de l'exploitant, l'équipement était toujours fuyard le jour de l'inspection, raison pour laquelle un macaron rouge était apposé sur celui-ci. Cela démontre ainsi un manque de communication entre l'opérateur et le détenteur qui ne peut pas prendre les mesures correctives nécessaires.

En outre, plusieurs éléments sont incohérents entre les différentes fiches d'intervention :

- la désignation de l'équipement n'est pas homogène et varie d'une fiche d'intervention à l'autre, voire comporte des erreurs (LGB0022 pour les 2 circuits le 30/10 : fiche n°2025-239792 et n°2025-239801) ;
- la quantité de fluide renseignée sur les fiches d'intervention de l'opérateur AXIMA CONCEPT n'est pas correcte, ce qui a pour conséquence une fréquence minimale du contrôle périodique moins contraignante (12 mois au lieu de 6 mois) ;
- le renseignement de la présence de système de détection de fuite par AXIMA CONCEPT, qui indique la présence d'un système le 30/10 puis l'absence le 18/11 ;

<ul style="list-style-type: none"> - les fiches d'intervention signées par l'opérateur à la place du détenteur ; - l'attestation de requalification périodique renseigne le fluide R404a à la place du fluide R448a.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit analyser les causes des non-conformités, améliorer le suivi de ses équipements frigorifiques avec ses différents opérateurs afin d'éviter que ces situations ne se reproduisent. A la suite de cette analyse, l'exploitant transmettra, sous 3 mois, à l'Inspection un plan d'actions afin d'éviter le renouvellement de ces non-conformités majeures.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>